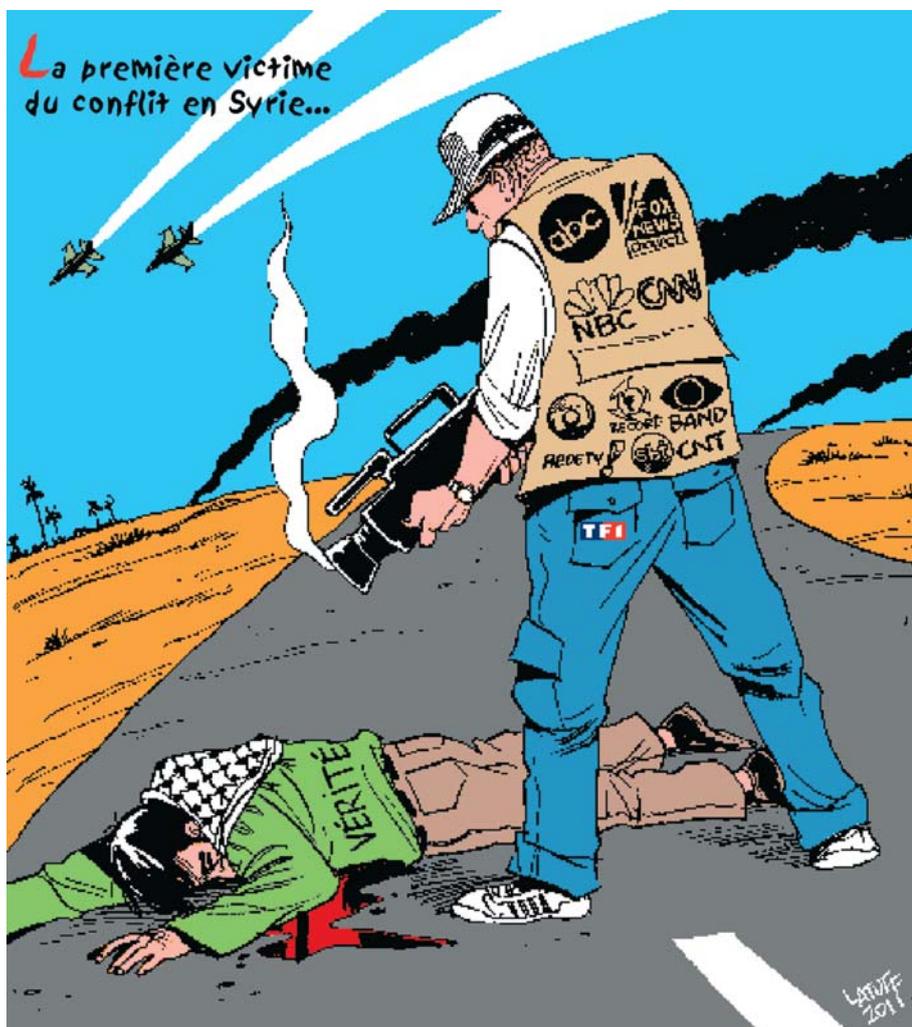


le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial : La guerre comme sortie de crise

Réunis à Genève le 30 juin, les membres du Groupe d'action pour la Syrie (États-Unis, Russie, France, Chine, Royaume Uni, Turquie), ont émis un communiqué final dans lequel ils se disent « *Profondément préoccupés par l'intensification de la violence* » ; ils craignent ainsi que cette violence se diffuse dans l'ensemble de la région et même au-delà. C'est pour cette raison qu'ils insistent dans leur demande sur « *la cessation de la violence armée sous toutes ses formes* » et « *l'application immédiate du*

plan en six points » présenté par Kofi Annan. Difficile de faire plus fort dans l'hypocrisie et l'imposture.

Deux jours avant, le correspondant en Turquie du quotidien français *Le Figaro*, peu suspect de sympathies envers le Président Assad, informait comment ce pays voisin de la Syrie organisait la collecte d'armes modernes, en particulier des roquettes anti-chars, venant de l'Arabie Saoudite sous la coordination des officiers de la CIA. Ce sont donc ces deux pays – la Turquie et les États-Unis – si

L'invité du DR :

Nico Cué

L'attitude du PS est d'une indécence totale !

Pierre Laurent, PGE

Le sommet européen : la victoire des banques

Bruno Drweski

Syrie : révoltes, souveraineté, agression extérieure

Gustavo Espinoza M.

Au Pérou : la bataille de l'eau

Jean-Marie Chauvier

22 juin : ça ne vous dit rien ?

actifs dans le déversement de l'huile sur le feu syrien, les promoteurs de l'accord « pacifiste » cité ci-dessus.

On peut à la limite comprendre le comportement de la Turquie, pays en très forte croissance économique et avec un gouvernement dont l'autoritarisme s'accompagne de rêves expansionnistes. Chypre a été victime en 1974 et est menacée de le devenir encore si les pulsions des nostalgiques de l'empire Ottoman devaient se concrétiser. Beaucoup moins compréhensible, par contre, l'aveuglement de la diplomatie occidentale et ses lourdes ingérences dans cette aventure syrienne. C'est à se demander si, à défaut de trouver une solution rationnelle à la crise de leur système, ils ne sont pas en train d'esquisser des options de folie par la multiplication des guerres locales de manière à réactiver une économie en déroute tout en conditionnant les populations de leurs pays à se résigner à subir les conséquences.

suite page 18

Nico CUE :

L'attitude du PS est d'une indécence totale !

Secrétaire général des Métallos Wallonie-Bruxelles, Nico Cué nous a accordé un long entretien au cours duquel de nombreux sujets brûlants ont été abordés : politiques d'austérité, chasse aux chômeurs, crise européenne, mais aussi les pistes de sortie et les alternatives à mettre en place...

Le Drapeau Rouge.- Entrons directement dans le vif du sujet : la politique d'austérité du gouvernement Di Rupo, poussé par les récents avis de la Commission européenne notamment en ce qui concerne la réforme radicale du chômage ou des pensions. Monica De Coninck (SP.A) se justifie en disant que c'est pour mieux favoriser la remise à l'emploi et qu'au final, cette réforme ne toucherait que peu de gens. En tant que représentant des travailleurs d'un secteur particulièrement touché par les licenciements et les fermetures (on pense à Arcelor Mittal ou Carsid, entre autres...), que penses-tu de la politique du gouvernement et de ce genre de déclaration ?

Nico Cué.- Tout d'abord, c'est d'une indécence totale ! Dès la note de Di Rupo- « formateur » début juillet 2011, nous avons envoyé à Di Rupo- président du PS une lettre, lui disant que les engagements pris par son parti devant l'électorat wallon étaient extrêmement importants et que pourtant, rien du programme du PS ne se retrouvait dans la note du formateur. Bon nombre de travailleurs ont voté pour le PS, dans la mesure où ce dernier s'était présenté comme une « alternative » et avait juré qu'il n'appliquerait pas un programme libéral. Et nous nous sommes retrouvés face à un accord de gouvernement qui pour nous est un programme « MR au carré » ! Nous sommes agressés sur les pensions, nous faisons face à des atta-

ques contre les chômeurs d'une violence rare, comme on n'en avait plus connues depuis des années, et en plus, on voit se mettre en place une politique de réduction des dépenses dans les services publics qui ne correspond pas du tout à ce que le PS avait proposé dans son programme. Nous avons donc demandé au président du PS de « s'adresser » à son *alter ego* formateur, et de faire en sorte que certaines valeurs du PS se retrouvent dans la note de ce dernier. Nous n'avons même pas reçu un accusé de réception !

« On joue dans une pièce qui n'est pas celle des travailleurs mais bien celle des tenants du capital. »

À partir de ce moment, les choses ont été très claires ; on joue dans une pièce qui n'est pas celle des travailleurs mais bien celle des tenants du capital. L'attitude du PS, nous le répétons, et plus particulièrement celle qui concerne les chômeurs, est d'une indécence totale. On nous a dit en début de crise qu'il fallait sauver les banques, car on était face à une crise systémique, et beaucoup d'argent public a été investi (il suffit de voir le dossier Dexia). Simultanément, les victimes de cette crise (n'oublions pas les nombreux licenciements, plans de restructuration,...) ont été et sont toujours considérées comme les moutons noirs, les responsables de cette crise. Ce n'est pas acceptable ! C'est à leurs revenus qu'on s'attaque.

Le DR.- ... de quelle manière ?

NC.- Dans le cadre de la réforme du chômage, la première période est prétendument allongée, mais après, c'est une chute vertigineuse que les chômeurs

subiront. Pour les plus jeunes, l'exclusion est aussi de mise. Il y a 27.000 chômeurs qui, du jour au lendemain, entre le 31 décembre 2014 et le premier janvier 2015, vont se retrouver sans revenus et seront obligés de se tourner vers les CPAS. Qui plus est, le déséquilibre entre régions est flagrant entre la Flandre et la Wallonie : 4000 chômeurs exclus dans le nord du pays et 22.000 en Wallonie. Cela est révélateur des débats qui existent au niveau fédéral, et qui visent à déplacer le financement du fédéral vers les régions. Les pensions vont également souffrir de cette réforme, notamment en ce qui concerne les périodes assimilées. Qui est touché ? Celles et ceux qui n'ont pas une carrière complète et ont déjà souffert. Les femmes en particulier car, elles sont plus nombreuses à ne pas avoir une carrière complète. Dès le mois de septembre, dans nos éditoriaux, nous affirmions que ce gouvernement était anti-jeunes, anti-femmes et anti-travailleurs, et qu'il préférerait se concentrer sur les aides aux entreprises comme les intérêts notionnels que, nous le savons, ne sont que des effets d'aubaine ou sur la réduction généralisée des cotisations sociales, qui permet de faire passer cette part du salaire des travailleurs directement dans la poche des actionnaires.

Le DR.- Tu viens d'aborder la question des cotisations sociales, souvent appelées « charges sociales » dans les médias dominants. Le choix des mots est important et cela ne constitue qu'un exemple parmi d'autres d'une volonté d'attaquer toute pensée critique. C'est ainsi que ces médias se consacrent à justifier les politiques d'austérité et à critiquer les actions syndicales. N'y-a-t'il pas un risque que cette campagne médiatique puisse briser la solidarité entre travailleurs et bloquer tout mouvement de contestation ?

NC : Il y a deux aspects dans ta question. Tout d'abord, il existe une attaque contre la « pensée critique », une attaque culturelle qui commence par le choix de



mots. L'exemple cité est flagrant ; cotisation sociale renvoie à la part que les travailleurs mettent dans une caisse commune, alors que « charge sociale » coupe le cordon entre le travailleur et cette part de son salaire, pour la ramener dans le périmètre des frais de l'entreprise. Si on arrive à transformer la valeur des mots, on évite aussi tout débat réel sur le type de société voulu, en l'occurrence, pour les adeptes de la « charge sociale », une société uniquement rattachée à l'entreprise, et niant tout le reste. Cette notion de conflictualité du travail doit être totalement effacée de leur point de vue, et il existe énormément de mots qui évoluent dans ce sens, des mots qui ont un sens pour la classe ouvrière et le monde du travail. Nous ne sommes plus présentés comme des « interlocuteurs sociaux » (ce qui mar-

que bien la différence entre nous, le patronat voire le gouvernement), mais comme des « partenaires sociaux », ce qui est plus ambigu. Un autre exemple est le terme de SDF ; un SDF, c'est un pauvre, quelqu'un qui n'a pas les moyens de vivre correctement et se retrouve à la rue. Mais cette valeur concrète de la situation dans laquelle on se trouve en tant que travailleur est rendue floue, plus générale, diluant ainsi les intérêts du monde du travail.

En ce qui concerne le traitement médiatique des actions syndicales, il est vrai qu'il faut faire attention. Les médias ont été d'une violence incroyable lors des grèves de décembre 2011 et de janvier 2012. Certains sites d'observation critique des médias ont considéré que la presse belge avait dépassé toutes les

limites lors de ces actions. Mais, par contre, malgré le poids des médias et leur discours brutal de conditionnement des esprits, ces grèves ont été des réussites totales. La réalité du monde du travail existe toujours et ils ne pourront pas l'effacer. Cette réalité, ce sont les fins de mois difficiles, le mazout de chauffage que l'on n'arrive plus à acheter. C'est la difficulté de se déplacer, les pensionnés qui plongent dans la misère. C'est tout cela qui, en dépit de la chape de plomb médiatique, a réussi à mobiliser les gens pour ces actions de grève. Il existe donc une résistance, mais si les médias continuent de propager cette vision unilatérale, il y a un risque que cela se propage dans les ateliers, où il existe une désespérance, un ras-le-bol. Ce danger est bien présent, mais c'est à nous de redonner l'espoir.

**Le Drapeau Rouge a besoin de votre soutien :
abonnez-vous, présentez-le à des amis,
diffusez-le. Pour les conditions d'abonnement,
regardez la page 20 de ce numéro. Merci !**

Le DR.- Justement : pour redonner l'espoir, il faut des projets alternatifs concrets. Que proposent la FGTB et la MWB ?

NC.- Il faut d'abord poser un constat global. Le rapport entre travail et capital s'est totalement inversé ces trente dernières années. Au début des années 80, le ratio était à 58% de revenus du travail contre 42% de revenus du capital. Aujourd'hui, on en est à 48% pour les revenus du travail et 52 % pour ceux du capital. Il faut inverser cette logique, surtout quand on voit ce qui est fait avec les revenus du capital.

La crise actuelle n'est pas liée au chômage ou à un excès de dépenses des États. Par exemple, en 1995, la dette publique belge était à 130% du P.I.B. contre 99% aujourd'hui, et le déficit qui se situait à 4,5 % en 1995 contre 4 % aujourd'hui et, si les chiffres se confirment, continuera à diminuer l'année prochaine. Nous sommes dans une situation où le monde financier joue et perd, avant de se retourner contre le monde du travail et les États et cherche à leur faire porter le poids de leurs erreurs, au travers de mesures d'austérité. Ce sont de véritables magiciens !

Il faut impérativement revenir à une taxation lourde du capital. La taxation des transactions financières constitue un des aspects, tandis que les eurobonds peuvent permettre de mutualiser la dette, mais l'élément fondamental est celui de la Banque centrale européenne (BCE). Tous les pays de l'Union doivent revenir sur ses critères de fonctionnement ; dernièrement, elle a prêté aux banques à des taux réduits (entre décembre 2011 et mars 2012, 1200 milliards d'euros à 800 institutions financières pri-

vées), mais rien aux États. Les risques de dérives sont là : lors de la dernière semaine de mai, Barroso évoquait la possibilité de voir la BCE recapitaliser les banques, pour « éviter d'accentuer la pression sur les comptes des États ». C'est n'importe quoi ! On épuise les États, on donne de l'argent aux banques sans contreparties, sous prétexte de faciliter le crédit sur les marchés financiers, mais si nous regardons les statistiques d'Eurostat pour le premier trimestre de cette année, nous observons que le crédit aux particuliers et aux entreprises a chuté de 20% ! L'argent reçu de la BCE est donc resté dans les poches des acteurs du capital financier, alors que l'économie réelle, elle, n'a pas bénéficié de ces milliards. Le rôle de la BCE doit donc être revu de fond en comble.

Le DR.- ...et dans le contexte belge ?

NC.- Au niveau national, il faut se pencher sur les intérêts notionnels, dont l'impact sur l'emploi est loin d'être prouvé. Par exemple, une société récemment implantée à Bruxelles bénéficie de 250 millions d'euros d'intérêts notionnels, alors que l'emploi qu'elle a créé se résume à une personne pour ouvrir la porte du bureau ! Ça ne va pas ! C'est de l'argent qui appartient à la collectivité et qui part vers les multinationales qui ne créent pas d'emploi. Ces intérêts notionnels doivent être remis totalement en cause. Nous pourrions retrouver là presque 5 milliards d'euros. Nous avons évoqué la réduction généralisée des cotisations sociales préconisée par le gouvernement, mais là encore, quel est l'impact réel ? Ici à nouveau, il s'agit d'argent qui passe de la caisse commune, la Sécurité sociale, vers les actionnaires. On pourrait aussi limiter les revenus de ces derniers. Pourquoi doivent-ils avoir des retours sur

investissement à deux chiffres dans un contexte de crise ? On devrait dire que si les salaires n'augmentent que de deux pour cent, les revenus du capital n'augmenteront eux aussi que de deux pour cent. Tout le reste serait utilisé pour financer les services publics. Il existe un nombre important de solutions assez simples à mettre en œuvre, comme la fiscalité individuelle. Les réformes de la fiscalité entreprises depuis 1981 n'ont laissé que des miettes aux plus petits revenus, alors que le taux fiscal le plus élevé a baissé de pratiquement dix points. Qu'on remette en place ces taux fiscaux. Le nombre de millionnaires en dollars en Belgique est passé de 65 000 à 73 000, alors qu'on assiste à une augmentation du nombre de chômeurs. Les logiques qu'on essaie de nous faire avaler sont d'une aberration totale. Même le prix Noble d'économie Paul Krugman, qui n'est pourtant pas un révolutionnaire, conteste les mesures d'austérité qui ne font qu'accentuer la dépression. Il suffit de voir les cas de la Grèce et de l'Espagne pour mesurer l'inanité des plans d'austérité.

Le DR.- Au niveau européen, les politiques d'austérité imposées notamment à la Grèce ont fait surgir un néologisme intéressant : « austérite », qui montre le côté foncièrement autoritaire et anti-démocratique de ces politiques. N'assiste-t-on pas à un changement de régime en Europe ?

NC.- Nous, Métallos, avons déjà publiquement dit que nous étions à la limite d'un changement de régime. Quand on voit les récentes déclarations de Mario Draghi au *Wall Street Journal*, dans lequel il affirme que « le modèle social européen est mort », on croit rêver... De quel droit ? Il n'est pas un représentant élu des peu-

Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CArCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CArCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :

CArCoB, 33, r. de la Caserne,

B-1000 Bruxelles,

Tél.: 02 513 61 99

carcob@skynet.be

<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

ples, il doit se contenter d'assurer le rôle qui est le sien à la BCE telle qu'elle est aujourd'hui, mais cet ancien de Goldman Sachs reste dans la logique libérale et n'en changera jamais. On voit aussi ces gouvernements « technocratiques » comme en Grèce, où l'extrême-droite est imposée par la Troïka, dans un pays qui a connu la dictature. Sans le défendre, la démission de Papandréou est aussi due à ce diktat. On en voit le résultat désastreux aujourd'hui. En Italie, Mario Monti menace de partir à tout moment. Mais quelle est cette vision de la politique ? Si les citoyens votent, quel que soit notre point de vue sur les suffrages exprimés, leur opinion mérite d'être respectée ; c'est l'exercice de la démocratie. À l'heure actuelle, on enlève la capacité des peuples à exercer ce droit. Plus grave encore est ce qui se passe avec la fameuse « Règle d'or ». Pourquoi l'inscrire dans les constitutions nationales ? Le budget est en théorie du ressort des citoyens, qui, par leurs votes, l'orientent plus à gauche ou à droite. Inscrire cette règle d'or dans les constitutions, c'est bétonner le fait que les finances soient privilégiées au détriment de toutes les autres fonctions de l'État : l'éducation, la santé,... Le Capital est le premier servi dans les caisses de l'État. Si la règle d'or est inscrite dans la constitution, on pourra véritablement parler de changement de régime et de confiscation de la démocratie nationale et, par ricochet, de la démocratie européenne.

Le DR.- Face à ces problèmes, les travailleurs peuvent se sentir trahis par la social-démocratie qui semble avoir renoncé à tous ses combats historiques pour adhérer au dogme libéral. Face à ces reniements, on peut voir que des initiatives comme le Front de Gauche en France ou Syriza en Grèce suscitent l'intérêt. Le secrétaire régional de la FGTB Charleroi, Daniel Piron, a d'ailleurs lancé un appel à la réflexion sur la force qui manque à la gauche après les élections communales qui approchent. Qu'en penses-tu ?

NC.- Je partage ton analyse sur la social-démocratie. On voit des choses étonnantes ! Au Portugal, par exemple, on assiste à des mouvements de grèves et à des manifestations sans précédents organisés par le syndicat majoritaire pour protester contre les politiques de la droite au gouvernement, qui continue de faire la

sourde oreille aux revendications. Ce qui est plus surprenant, c'est que le Parti Socialiste Portugais, pourtant dans l'opposition, soutient cette politique d'austérité ! C'est dramatique.

Comme l'a dit Daniel Piron, si les socialistes continuent aveuglément dans cette voie, il faudra bien trouver une alternative et construire autre chose, car le chemin emprunté mène droit dans le mur. On le voit bien en Grèce et en Espagne, où les gens (et particulièrement les jeunes), se remettent à émigrer massivement, comme dans les heures les plus noires de

« Il faut revenir à des notions de coopération, d'intérêt général, à l'ABC de la vie en commun. »

leur histoire. Je ne comprends pas pourquoi les socialistes s'obstinent dans cette logique imposée depuis les années Thatcher-Reagan et ne voient pas la nécessité urgente d'une rupture. Et il faut un débat dans l'ensemble de la gauche, sans exclusive.

Pour tous les syndicalistes, et j'ai assisté à des manifestations du FdG français, le discours de Mélenchon est extraordinaire car il reprend et remet à l'avant-plan tout le travail et toutes les revendications faites depuis la deuxième guerre mondiale. Ses déclarations sur l'amnistie des personnes condamnées pour faits de syndicalisme par exemple vont dans le bon sens. Mais il faut faire attention ; prendre un modèle et le reproduire ailleurs est extrêmement difficile, et les bases sociales, économiques, sociologiques et culturelles d'une région ne correspondent pas forcément avec celles d'une autre. Après le Plan Global, en 1993, nous avons tenté de constituer Gauche Unie, qui a constitué un volume énorme de travail, pour au final se solder par un échec. Parfois, la logique politique entre en contradiction avec la logique syndicale. Mais il reste un espace au sein du monde politique qui n'est pas suffisamment couvert. C'est une nécessité d'avoir à la gauche du PS une représentation populaire forte qui

permette d'arrêter les dérives que nous connaissons aujourd'hui. L'appel de Daniel a été lancé dans ce cadre. Nous allons en débattre en profondeur dans les mois qui viennent et nous verrons si cela est possible, et dans quelles conditions.

Le DR.- Pour conclure, le Parti de la Gauche Européenne, dont est membre le Parti Communiste, lance une initiative citoyenne pour la création d'une banque publique européenne. Que penses-tu de cette initiative ? Pourra-t-elle trouver des relais au sein du syndicat ?

NC.- Nous avons eu beaucoup de contacts avec Pierre Laurent, l'actuel président du PGE à ce sujet. À la FGTB, nous avons voulu voir le texte à la base de cette initiative. et pour les Métallos, après réunion de l'exécutif, le retour est très positif. En ce qui nous concerne, une fois le point fait avec les autres responsables, nous pourrions nous engager dans cette démarche. Parallèlement, la CGSP a lancé une démarche similaire visant à faire reconnaître l'eau comme bien universel. La récolte de signatures a commencé au niveau européen dans les services publics. Cela est extrêmement positif, car ces initiatives permettent de relancer le débat sur le modèle de société que nous voulons. La bataille pour l'eau doit être menée, mais c'est complémentaire à la nécessité de disposer d'un instrument financier qui veille à l'intérêt général. Ou on continue dans la logique libérale et brutale, ne voyant que les intérêts financiers de grands groupes, de multinationales ou on relance avec ce genre d'initiatives le débat avec toute une série de secteurs de la société qui ont été entraînés dans la contre-révolution conservatrice de ces dernières décennies. Il faut revenir à des notions de coopération, d'intérêt général, à l'ABC de la vie en commun. C'est indispensable pour avoir un cadre de vie digne, tout simplement. Des millions de gens pensent comme nous, mais ils sont souvent plongés dans le désespoir. L'émergence du Front de Gauche en France, de Syriza en Grèce ou d'Izquierda Unida en Espagne montre qu'il y a une autre façon de voir le monde, et qu'il existe des alternatives concrètes.

Propos recueillis par
François D'AGOSTINO

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2012 !

Nathalie Rozza

Le 14 octobre 2012, les citoyens belges ainsi que les ressortissants européens et non européens (pour ces derniers, ce sera uniquement à condition de remplir certaines obligations dont celle d'être domicilié en Belgique depuis 5 ans de façon ininterrompue) pourront élire les conseillers communaux des quelques 589 communes belges¹ à condition qu'ils aient fait la démarche de s'inscrire auprès de leur administration communale ! Il est fort dommageable sur un plan social, politique et humain qu'actuellement le droit de vote des personnes d'origine étrangère soit limité à l'échelon communal. En effet, seuls les Belges, en âge de voter et jouissant de leurs droits civils et politiques, pourront le 14 octobre 2012, élire dans la foulée les conseillers provinciaux des 10 provinces du pays.

S'il est un combat que nous devons porter et remporter collectivement (partis et associations progressistes), c'est bien celui qui consiste à élargir les droits civiques et politiques de l'ensemble des personnes qui vivent, travaillent, étudient, paient des taxes et des impôts sur le territoire belge. Tout être humain résidant sur le territoire du pays doit pouvoir être considéré de façon égale et jouir des mêmes droits civiques et politiques. Condition sine qua non pour vivre dans une société respectueuse de l'ensemble de sa population qui vise tant la cohabitation harmonieuse que l'instauration d'un climat social constructif et serein. Selon l'adage populaire, la commune serait le lieu le plus proche des gens !

Dans les faits qu'en est-il ?

Les compétences communales sont vastes ! Il est utile de rappeler que certaines missions sont rendues légalement obligatoires. En effet, une commune doit se doter d'un service d'état civil et d'un service population, d'une école maternelle et primaire communale, veiller à l'entretien des voiries communales, au maintien de l'ordre via la police

locale, organiser et cogérer le CPAS, disposer d'un cimetière public, définir sa politique de logements publics². Constitutionnellement, les communes se voient dans l'obligation de couvrir financièrement les lieux de culte (entretien des bâtiments)³. Les missions facultatives reflètent les choix politiques de la majorité issue des scrutins électoraux. Ainsi, chaque commune peut soutenir la vie culturelle et sportive, développer des actions de protection de l'environnement, favoriser la création d'emplois via le développement de zoning industriel, l'aide aux commerçants, etc.

Le décor planté, passons à une préoccupation qui nous tient particulièrement à cœur : les droits des citoyens leur permettant d'assurer pleinement leur mission de contrôle et de participer activement à la vie politique communale. Pour rappel, le parlement wallon a adopté en date du 25 avril 2012 des modifications au code de la démocratie locale concernant au premier chef la participation citoyenne !

L'échelon communal met donc à disposition du citoyen une batterie d'outils démocratiques, j'en citerai deux.

Il s'agit tout d'abord du **droit d'interpellation** qui permet d'interpeller directement le collège en séance publique du conseil communal via une déclaration écrite dans laquelle figurent des questions précises. Il doit toujours s'agir d'une question d'intérêt général et qui ne peut porter sur un point mis à l'ordre du jour de la réunion du conseil. Le collège est obligé d'y répondre. L'intervenant peut répliquer. Les interpellations sont publiées dans le PV du conseil et sur le site Internet de la commune. Cette mesure vaut aussi pour le droit d'interpellation du collège provincial par des habitants⁴.

À toute fin utile, rappelons que toutes

les réunions du conseil communal⁵ sont publiques, leur publicité est d'ailleurs obligatoire. Chaque habitant dans sa commune a le droit de prendre connaissance des délibérations du conseil communal.

Abordons maintenant, le **budget participatif** qui est un mécanisme de coproduction impliquant une élaboration collective (pouvoir public et associations ou comités de quartiers) d'un projet dès son origine. L'idée est de consacrer une partie du budget des communes aux projets élaborés par les citoyens. Dans les faits, le conseil communal peut décider d'affecter des moyens financiers à des dépenses proposées par des citoyens actifs ou au sein de comités de quartiers ou d'associations.

Pour pousser un peu plus loin ces pratiques, sur un plan politique, nous souhaiterions que soit instauré au niveau des prochaines mandatures communales un échevinat de la démocratie participative. Celui-ci aurait notamment pour objectif de mettre en place des actions éducatives afin que les citoyens soient,

suite page 7



1. Le nombre des communes a été divisé par 4 depuis la fusion des communes en 1977, dossier 65 du CRISP La commune de Michel Collinge

2. En 2016, les communes devraient atteindre un pourcentage de 10% de logements publics sur leur territoire.

3. Les cultes islamiques et orthodoxes étant à la charge des provinces en RW et de la Région à Bruxelles Capitale, « Ma commune » aux éditions Luc Pire

4. Article du journal Le soir, 25 avril 12 « Participer au débat communal » Eric Deffet

5. Représente le pouvoir législatif communal, une sorte de parlement à l'échelon de la commune !

Allons-nous vers 500 000 pauvres supplémentaires en Belgique ?

Pierre Mortelette

La réforme du chômage annoncée par le gouvernement va une fois de plus s'attaquer aux plus démunis. Après une période de 2 à 3 ans de chômage, tous les chômeurs vont se retrouver en-dessous du seuil de pauvreté ; cela représente un demi-million de personnes à l'échelle du pays.

Au-delà des allocataires qui vont subir la dégressivité (de 25 à 40% de diminution du montant des allocations), le gouvernement Di Rupo a décidé d'exclure tous les chômeurs qui bénéficient d'une allocation d'insertion, c'est-à-dire toutes celles et tous ceux qui n'ont pas exercé de travail à temps plein pendant 1 à 2 ans sur une période de trois années de chômage; cela représente un tiers des chômeurs en Wallonie qui seront exclus le premier janvier 2015!

C'est bien beau de taper sur le dos des chômeurs en prétextant la volonté de les remettre à l'emploi, mais y a-t-il assez de travail ? Selon le rapport du troisième trimestre 2011 de l'ONEM, il y a en Wallonie 6138 offres d'emplois pour 194.432 demandeurs, soit une offre pour 32 demandeurs... Qui plus est, dans ces offres, combien peuvent-être qualifiés de

véritables et bons emplois ? 80% sont des emplois à temps partiels sous payés...

Une fois encore, ce sont les plus démunis que le gouvernement va plonger dans la misère ; celles et ceux qui ont déjà peu de moyens, de formation, d'accès à la culture, etc. ! Bref, les premières

entre les couches populaires. Cette réforme étranglera également les CPAS des villes les plus pauvres, qui, pour compenser, augmenteront les impôts locaux ou renverront les gens se tourner au mieux vers leurs proches, au pire vers la soupe populaire...

L'hypocrisie du gouvernement Di Rupo est de dire que la situation n'est pas dramatique, que cette réforme ne touchera que très peu de personnes et qu'elle s'accompagnera d'un plan vigoureux de création d'emplois... Une fois de plus, les trahisons des dirigeants « socialistes » éclatent au grand jour, eux qui n'avaient de cesse d'affirmer qu'avec eux au gouvernement, on ne toucherait jamais aux plus pauvres. Comment peuvent-ils croire que cette réforme favorisera la création d'emploi et, surtout, comment osent-ils insulter à ce point l'intelligence des gens ?

C'est pourquoi nous dénonçons avec vigueur cette ignominie qui, indubitablement, plongera tous les chômeurs, tous les travailleurs, en somme toute la classe ouvrière dans une situation catastrophique nous renvoyant aux heures les plus noires de notre histoire...

L'hypocrisie du gouvernement

Di Rupo est de dire que la situation n'est pas dramatique

victimes du capitalisme vont se retrouver avec encore moins de moyens de se défendre et simplement de survivre !

Mais attention ; la chasse aux chômeurs va aussi affecter les travailleurs, qui vont subir de plein fouet une pression énorme, qui les amènera à terme à devoir accepter des salaires moins élevés et des conditions de travail de plus en plus mauvaises, simplement pour ne pas se retrouver à la porte. Une étape de plus dans la démolition de la solidarité

suite de la page 6

dans un premier temps, informés et, qu'ensuite ils puissent agir et jouer leur rôle de citoyen actif, participatif et critique.

Les **commissions consultatives** mises en place par l'autorité communale sont également des outils que les citoyens peuvent utiliser pour obtenir des informations, émettre des avis critiques, participer à la vie politique locale. Sous cet angle, la commune peut être perçue comme une école de la démocratie. À condition que les citoyens se mobilisent

au travers de leur engagement dans un parti ou via des associations, des comités de quartiers, bref, qu'ils se servent du droit de s'intéresser à la politique communale, et, notamment pour soutenir l'opposition dont le rôle est de questionner, d'émettre des critiques constructives, de faire des propositions, d'obliger la majorité à respecter ses engagements, à fournir un travail qui vise l'intérêt général, etc. Pour clôturer, je donnerai l'exemple du mouvement « Ville en transition » qui se met en place, petit à petit, dans nos communes. Des femmes et des hommes qui s'associent pour réfléchir et proposer des modes de vie

alternatifs dont une des fonctions est de retisser des liens de solidarité entre les personnes par l'instauration de jardins collectifs, d'ateliers d'apprentissage divers (faire son pain, les pratiques qui touchent à l'éco-construction). C'est aussi une façon différente de consommer en favorisant les agriculteurs locaux par l'achat de paniers de fruits et légumes bio.

À travers un programme de formation vers les habitants et des actions citoyennes concrètes, la commune peut ainsi devenir un **lieu de résistances !**

À bon entendeur...

La crise grecque et la gauche radicale

Denis Hannay, membre du Parti communiste à Liège, a vécu six ans en Grèce où il a travaillé comme chercheur au sein du Département d'Aménagement du Territoire, d'Urbanisme et de Développement Régional à l'Université de Thessalie. Il nous offre ici son avis sur la situation politique de la gauche radicale dans le contexte de la crise du pays et en particulier de ses récentes échéances électorales ; sujet d'intéressants débats au sein de la gauche de gauche européenne.

Le Drapeau Rouge.- Le peuple grec est victime des politiques de la « troïka » (Union européenne, Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne). Ces politiques ont eu comme complices majeurs les deux grands partis qui depuis 1974 dominent la scène politique grecque : le Pasok (parti socialiste) et la Nouvelle Démocratie (droite conservatrice). Face à ces politiques le Parti communiste de Grèce (KKE) et la coalition Syriza ont représenté les deux options de l'opposition de gauche. Quelles sont, d'après vous, les similitudes et les différences majeures entre ces deux mouvements de gauche ?

Denis Hannay.- Les similitudes sont nombreuses, je me tiendrai aux différences majeures. Sur le plan intérieur, le KKE est un parti communiste classique, fortement structuré et ancré dans les réalités et l'histoire grecques ; son ouverture se fait au travers de la centrale syndicale PAME. Son discours et ses analyses peuvent sembler archaïques à certains. Syriza est une alliance large, mais fragile, entre douze courants, parfois hétéroclites, de la gauche radicale ; son discours est très contemporain, à l'image d'Alexis Tsipras, président du Synaspismos et président du groupe parlementaire de

Syriza. On peut reprocher au KKE un manque d'ouverture et à Syriza un manque de cohérence et une ligne parfois opportuniste. La dégringolade du Pasok risque d'accentuer leurs divergences : Syriza n'est pas à l'abri d'un glissement vers la social-démocratie, comme le dénonce le KKE et Antarsya (une autre alliance hétéroclite de gauche anticapitaliste). Sur le plan extérieur, le KKE est pour la sortie de l'UE, tandis que Syriza se place dans le camps des européistes, à travers le PGE, pour eux la construction européenne peut être réformée.

Le DR.- Les résultats électoraux ont nettement favorisé le programme de Syriza par rapport à celui du KKE. N'est-ce pas parce que celui du premier était plus réaliste, plus proche des attentes et demandes des citoyens grecs ?

DH.- En effet, le KKE a été fortement sanctionné lors des élections du 17 juin. En un mois, il a perdu 260.000 électeurs. Par contre, Syriza, la deuxième force du pays depuis mai, a encore progressé de 600.000 voix. Cependant, je ne pense pas que Syriza soit plus réaliste ou plus proche des citoyens et que cela explique son succès électoral. Syriza a fait des promesses qu'elle ne saurait en aucun cas tenir au sein de l'UE. D'autre part, lors de ces élections, Nouvelle Démocratie (ND), la première force électorale, a aussi promis de renégocier le mémorandum !

Le DR.- Lorsque le président de la république charge Alexis Tsipras, le président de Syriza, de former un gouvernement et que ce dernier invite le KKE qui refuse l'invitation, n'est-ce pas un geste qui restera incompris par la population y compris par ses propres électeurs ?

DH.- Certainement, cela paraît incompréhensible. Mais ne s'agit-il pas d'un faux débat ? Les médias dominants en sont friands. Les résultats des élections de mai ne donnaient pas de majorité gouvernementale aux forces de gauche : Syriza + KKE + Dimar (Gauche démocratique, réformistes) = 97 sièges sur 300. Pour former un gouvernement, Tsipras

aurait dû faire appel aux Grecs indépendants (un nouveau parti de droite) et aux grands perdants (Pasok et ND). On arrivait à un gouvernement d'union nationale associant perdants et gagnants, pro-austérité et contre-austérité. S'associer à une telle perspective était impensable pour le KKE. D'autre part, on parle très peu de la proposition d'alliance faite par Antarsya avant les élections de mai, refusée par le KKE et par Syriza. La gauche de gauche reste divisée : cinq autres mouvements ont présenté des listes en mai et en juin. En fait, hormis Syriza et Dimar, toutes les listes de gauche ont perdu des électeurs ! Quant à Syriza, elle a perdu son pari.

Le DR.- Le résultat de juin confirme et accentue même les résultats des élections de mai. La droite sort victorieuse mais avec une marge particulièrement étroite qui aurait pu être comblée si le KKE avait soutenu ou collaboré avec Syriza. Le peuple de gauche grec ne va-t-il pas attribuer au KKE la responsabilité de cette victoire de la droite ?

DH.- Oui, ND a remporté les élections, non seulement grâce au climat de terreur entretenu par les médias dominants et aux ingérences des politiques et des financiers étrangers, mais aussi en promettant de renégocier avec l'UE. D'autre part, en additionnant les voix de Syriza et du KKE, ND reste le premier parti. Le nouveau gouvernement ND-Pasok-Dimar n'apportera pas de solution à la crise et dans six mois, Syriza obtiendra peut-être une majorité absolue. Néanmoins, le KKE reste fortement implanté dans les mondes ouvrier et agricole. Mais qui est le grand gagnant des élections de juin ? On en parle très peu : l'abstention ! Près de 3,8 millions d'électeurs ne croient plus en leur système politique, c'est beaucoup et supérieur aux voix cumulées de ND et de Syriza ! Aucun des partis n'a réussi à rallier cette masse qui boude. En six ans, 1,5 millions d'électeurs ont décidé de ne plus voter. Édifiant, non ?

*Propos recueillis par
Vladimir Caller*

Syrie : révoltes, souveraineté, agression extérieure

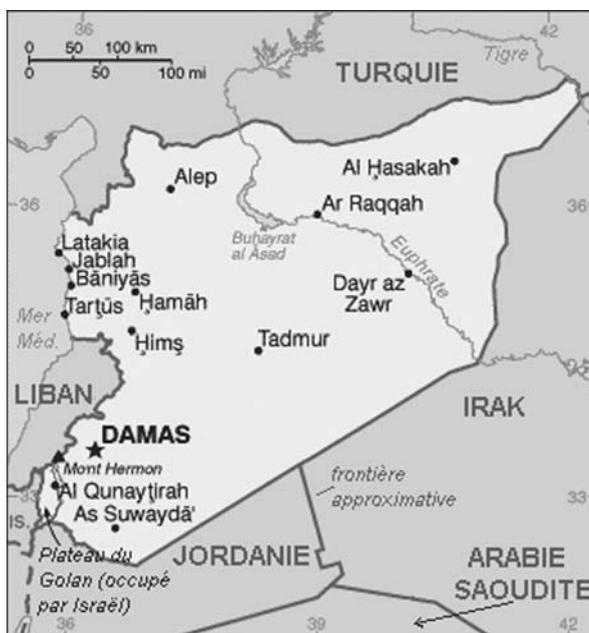
Bruno Drweski *

On a décrit la crise syrienne dans les « grands » médias d'une façon tellement manichéenne qu'il est impossible, si l'on ne recoupe pas ses sources à l'aide de médias alternatifs, de comprendre pourquoi « le régime » syrien tient depuis plus d'un an et demi et que « le dictateur qui réprime son propre peuple » ne tombe toujours pas comme en Tunisie ou en Égypte. La Libye ayant déjà prouvé de son côté que les choses peuvent être plus complexes dès qu'on a affaire à un régime ayant gardé peu ou prou une base sociale. Pour comprendre les processus historiques, une analyse rationnelle doit faire appel à des catégories objectives et durables, l'économie, les bases sociales d'un régime, la géopolitique, les traditions historiques, les facteurs religieux, culturels, idéologiques.

Dans le cadre de l'Appel Franco-Arabe, j'ai par deux fois pris part à une délégation en Syrie, il y a quelques années¹, d'abord à Damas, puis sur le front du Golan. J'ai pu constater que la Syrie, un pays qui possède des racines anciennes, avait un tissu social complexe de par ses structures, ses langues, ses religions ; mais un tissu solide car accoutumé à une cohabitation subtile. Un pays sans grandes ressources naturelles, ayant choisi d'accueillir sans aides extérieures des masses successives de réfugiés tcherkesses, arméniens, palestiniens, syriens du Golan, libanais, irakiens et confronté, depuis 1967, à une situation de guerre, la capitale n'étant située qu'à quelques dizaines de kilomètres de la zone de combat/de conflit

La crise actuelle se déroule sur fond de réformes permanentes depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar el Assad en 2000. « Réforme », un mot que tout le monde a à la bouche mais que personne ne comprend de la même façon. Car il s'agit

autant de réformes politiques que de réformes économiques, les deux pouvant être contradictoires. Derrière la « démocratisation » revendiquée de façon récurrente par le pouvoir comme par les oppositions, se cachent des tensions qui divisent aussi bien les instances dirigeantes que la société dans sa



globalité. Un exemple serait le contraste entre partisans d'un pluralisme politique total et partisans d'un pluralisme limité, qui craignent de voir se réveiller les blessures héritées du passé récent. Ou encore l'épineuse question de la légalisation de partis qui pourrait faire naître des clivages basés sur une vision autocentrée de l'ethnie ou de la religion. Mais également le débat, toujours actuel, sur la laïcité et l'islamité de l'État syrien, notions récemment abordées, mais de manière sagement équilibrée, dans la constitution syrienne adoptée par référendum en février 2012.

Des modèles qui s'affrontent

Derrière toutes ces réformes politiques plane l'ombre des réformes économiques. Car si le socialisme syrien fonctionnait auparavant selon un modèle politique et économique vaguement comparable au soviétisme, le Partiguide n'étant pas marxiste², il se réfère à

un socialisme plus marqué par une idéologie fondée sur la petite propriété que sur le collectivisme. Par ailleurs, dans le contexte de la disparition de l'URSS, l'engagement social de l'État a diminué avec des réformes d'ordre libéral, créant des inégalités nouvelles et des tensions qui se manifestent par des discours contradictoires d'une grande diversité : socialisants et de gauche, ou alignés sur la vulgate néo-libérale, ou encore inspirés d'un islamisme importé du Golfe. D'autres finalement tentent d'élaborer une sorte de théologie de la libération, socialisante et islamisante.

Si le socialisme, et la cohésion sociale qui allait de pair avec lui, s'est largement effrité depuis 2000, la Syrie n'a rien connu de comparable à ce qu'a vécu l'Égypte post-nassérienne. Le mécontentement actuel provient de deux sources contradictoires. Des couches populaires précarisées par les « réformes », et des nouvelles bourgeoisies qui trouvent que ces réformes ne vont pas assez loin. L'État tentant de conserver un compromis avec un tissu social minimum en subventionnant certaines denrées de base et en préservant un secteur et une santé publiques. Et surtout en ayant réussi à réaliser deux objectifs stratégiques : l'autosuffisance en matière de production d'aliments et de médicaments. Enfin, et c'est un fait lourd de sens en ces temps de crise, la Syrie a refusé de s'endetter, ce qui a le don d'irriter les instances financières internationales habituées à des États soumis au chantage de la dette.

* Historien, <http://collectif.pasennotrenom.org>

1. Voir Appel franco-arabe, Le chemin de Damas – L'avenir d'un peuple, Le temps des cerises, 2007
2. Dans le Front national progressiste syrien, les communistes constituent aux côtés d'autres partis, une courroie de transmission. Situation en train d'évoluer depuis que le rôle dirigeant du Baath a été supprimé de la constitution.

Derrière les confrontations politiques, la manipulation médiatique

La crise actuelle est une superposition de conflits d'origine locale et internationale. Près de 60% des Syriens semblent favorables au régime actuel, tandis que 40% seraient proches d'une forme ou d'une autre d'opposition. Derrière ces estimations se cache une situation complexe. Dans la mouvance proche du régime, il y a les partisans d'un certain statu-quo politique et/ou économique, les partisans de réformes penchant, eux, pour plus de libéralisme ou pour un dépassement « social » de ce dernier. Parmi les opposants, il y a ceux qui souhaitent négocier avec le gouvernement et refusent toute ingérence étrangère, et ceux qui rêvent d'un changement « à la libyenne ». Ceux qui rêvent d'une « démocratie à l'occidentale », ceux qui voudraient un État plus socialisant et ceux qui pensent à différentes formes d'islamisme. Et chacun d'entretenir un flou sur ses projets de société pour « ratisser large ». Définitions qui se veulent décisives dans un pays de la ligne de front appuyant la résistance libanaise, un pays stratégique entre la Turquie et les pétromonarchies du Golfe, un pays ouvrant l'accès à la Méditerranée pour un Iran menacé de blocus, un pays permettant à la Russie d'ouvrir un flanc au sud de la Turquie 'otanisée'.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la guerre médiatique menée contre la Syrie. Les médias dominants ont per-

fectionné, depuis les affaires de Timisoara et des couveuses koweïtiennes, les outils du mensonge, tels les faux « bombardements de son peuple par Kadhafi » à Benghazi puis la fausse place verte de Tripoli installée dans le



désert du Qatar au moment de l'offensive des armées du Qatar et de l'OTAN. On a donc décrété dans la demi-heure, sans aucune preuve digne de ce nom, que le massacre de Houla avait été commis par le régime au moment de la visite de Kofi Annan à Damas³. Les forces de répression de n'importe quel régime politique au monde ne font jamais dans la dentelle, ce que les Irakiens, les Afghans ou les prisonniers de Guantanamo et des camps secrets de la CIA savent sans doute aussi bien que les opposants armés syriens. Ces militants

qui attaquent les forces gouvernementales, mais aussi les secteurs de la population qui ne suivent pas leurs consignes, sont basés dans des villes frontalières (Deraa, Homs, Idleb, etc.) connues non pas tant comme des bases de l'opposition que comme des plaques tournantes des trafics transfrontaliers. L'argent, les armes et la drogue affluent vers ces centres en provenance d'États absolutistes et de démocraties occidentales unis par des intérêts communs, on n'ose pas dire des valeurs communes. Encore qu'entre le christianisme néo-évangélique, le wahhabisme et le sionisme religieux, les passerelles idéologiques semblent désormais évidentes : transformer les valeurs universalistes et pacifiques des religions en facteurs d'enfermement idéologique, légitimer l'usure et les trafics de tout genre, ghettoïser ou éliminer les formes religieuses traditionnelles habituées à cohabiter en paix. Prendre pour modèle l'État ethno-théocratique d'Israël, dont l'Arabie saoudite n'est en fin de compte qu'une copie plus archaïsante. Et cela dans le contexte d'un conflit planétaire entre puissances émergentes tentées par une vision plus optimiste et donc plus équilibrée de l'avenir, et puissances vieillissantes en voie d'affaiblissement, qui se comportent avec la hargne d'une bête blessée sentant sa fin proche.

3. <http://www.legrandsoir.info/syrie-le-frankfurter-allgemeine-zeitung-confirme-les-rebelles-sont-responsables-du-massacre-de-houla.html>

M. Michael O'Leary, le droit de grève et la grasse matinée...

Freddy Guidé

Michael O'Leary part en guerre contre le droit de grève et rêve tout haut d'instaurer une bonne petite dictature afin de mater les grévistes, animaux nuisibles au capitalisme. Chaque jour, dès potron minet, les avions de la compagnie low-cost de Michael O'Leary survolent ma maison avec à bord des hordes de touristes. Et ce jusque tard le soir. Chaque jour, samedi et dimanche compris, dès 6h35, les avions de l'aéroport tout proche semblent pénétrer avec fracas dans

ma chambre. Les avions décollent et atterrissent à une cadence infernale jusque 23h30. Chaque jour, je maudis ces vacanciers qui se la pètent à bon compte. Mais j'exècre pardessus tout M. Michael O'Leary qui me prive de grasse matinée depuis des lustres. Sauf quand les contrôleurs aérien partent en grève. Ces travailleurs courageux méritent la légion d'honneur rien que pour ça !

Mais voilà que M. Michael O'Leary dépose plainte contre Belgocontrol,

l'employeur des contrôleurs grévistes et réclame un million d'euros de dommages et intérêts ! Rien de moins ! Dans son interview, M. Michael O'Leary, défend l'idée de lancer un ultimatum aux grévistes : « Si dans les 24 heures vous n'avez pas repris le boulot, on vous remplace par l'armée » ! Et pourquoi pas envoyer la marine donner du canon aux insouciant islandais qui laissent le volcan Eyjafjöll cracher et répandre ses cendres dans le ciel en faisant obstacle aux bénéfiques de M. Michael O'Leary ?

Rien que pour nous avoir offerts le droit au silence pour quelques jours, les Islandais bénéficieront éternellement de mon inconditionnelle sympathie !

Nous avons sauvé les gens plutôt que les banques

L'ancien ministre de l'Économie argentin, Roberto Lavagna, a sorti son pays de la crise en 2002, en se passant des services du FMI.

Il préconise la même solution pour la Grèce.

Comment avez-vous tiré l'Argentine du chaos ?

Dès mon entrée en fonction, en avril 2002, j'ai décidé de changer radicalement notre manière de penser la sortie de crise. Le mois suivant, j'étais à Washington pour rencontrer les dirigeants du Fonds monétaire international et leur expliquer que nos rapports allaient s'en ressentir. Depuis le début du marasme économique, en 1998, nous avons déjà eu deux programmes du Fonds pour un total de 51 milliards d'euros. Les deux ont été des échecs retentissants et certaines voix s'élevaient pour demander une troisième tournée de quelque 17 milliards supplémentaires.

Je n'ai pas voulu suivre cette voie et j'ai expliqué au Fonds que nous ne voulions plus de prêt et que nous sortirions seuls de la crise. La seule chose que j'ai demandée était un roll over partiel de toutes les échéances. Je me suis également engagé à payer les intérêts de la dette et une partie du capital. Mais pas tout et pas tout de suite. Cette position était tout simplement impensable pour le FMI car nous affichions notre volonté de fixer nous même notre propre politique économique. J'ai dû leur expliquer trois fois de suite ma position avant qu'ils finissent par comprendre. À partir de là nous avons arrêté de soutenir financièrement les banques alors que le FMI nous l'imposait, exigeant même que nous privatisions la Banque de la Nation. Mais comme nous étions sorti du jeu, le Fonds

n'avait plus de moyen de pression sur l'Argentine !

Vous avez donc œuvré contre le FMI et vos principaux créanciers ?

Les sorties de crise se font en dehors des chemins tracés par le FMI. Cette institution propose toujours le même type de contrat d'ajustement fiscal qui consiste à diminuer l'argent qu'on donne aux gens – les salaires, les pensions, les



Roberto Lavagna, photo : © Reuters

aides publiques, mais également les grands travaux publics qui génèrent de l'emploi – pour consacrer l'argent économisé à payer les créanciers. C'est absurde. Après 4 ans de crise on ne peut pas continuer à prélever l'argent aux mêmes. Or c'est exactement ce qu'on veut imposer à la Grèce ! Tout diminuer pour donner aux banques. Le FMI s'est transformé en une institution chargée de protéger les seuls intérêts financiers. Quand on est dans une situation désespérée, comme l'était l'Argentine en 2001, il faut savoir changer la donne.

Selon vous les plans d'austérité et de rigueur ne sont pas nécessaires mais c'est pourtant ce qu'on impose à la Grèce...

À tort car l'argent prêté risque de ne jamais être remboursé et le déficit fiscal grec est plus élevé aujourd'hui qu'avant la première injection d'argent frais. Ce

sont les mêmes éternelles erreurs. C'est le secteur financier qui impose sa manière de voir les choses au monde entier. On préfère sauver les banques plutôt que les gens qui ont des crédits immobiliers à rembourser. La première chose qu'on a faite nous, c'est de rallonger les échéances pour les propriétaires endettés. Les fonctionnaires du FMI nous ont alors dit que nous violions les règles essentielles du capitalisme ! Ils oubliaient simplement que des gens ruinés ne consomment plus, ce qui obère une relance par la croissance. Au lieu de payer les banques, la Grèce devrait investir dans l'éducation, les sciences et la technologie, financer des infrastructures et récupérer ainsi une certaine productivité, ne serait-ce que dans les secteurs des services ou du tourisme.

Vous devez avoir beaucoup d'ennemis chez les banquiers...

Ils me détestent ! Ce qui ne les a pas empêchés de frapper à notre porte pour nous prêter de l'argent 48 heures exactement après que nous avons terminé la restructuration de notre dette en 2005 ! Or j'ai refusé ces offres intéressées en leur répondant que nous ne reviendrons pas sur le marché financier avant 2014 car nous n'en avons plus besoin. Pourquoi 2014, simplement parce qu'à cette époque la dette sera seulement de 30% du PIB, la moitié des critères européens de Maastricht ! Je pense qu'un pays comme l'Argentine ne doit pas être tout le temps présent sur le marché financier. C'est un risque beaucoup trop grand d'augmenter à nouveau la dette. Le problème c'est que ce sont les banquiers eux-mêmes qui estiment qu'il est positif pour l'image d'un pays d'emprunter à l'international. Il est clair que si je vendais des tomates, je trouverai très bien qu'on en mange ! Eux ils vendent de l'argent.

interview de Gérard Thomas pour *Libération*, Buenos Aires, 19 février 2012

Au Pérou : la bataille de l'eau

Gustavo Espinoza M. *

La nature du système capitaliste fait que, paradoxalement, plus les pays recèlent de richesses, plus leurs populations doivent payer les conséquences de la voracité de ce système. Le Pérou, pays riche parmi les riches, est un exemple cinglant : la découverte d'énormes réserves d'or dans la région nord du pays menace les agriculteurs des alentours et l'environnement.

Le grand projet minier « Conga » dans le département de Cajamarca au nord du Pérou, est un cas particulièrement représentatif de ce genre de disgrâces. Il concerne le programme d'exploitation aurifère de l'entreprise Yanacocha, filiale de la multinationale étasunienne Newmont, la plus importante du secteur dans le monde. Il se fait que l'endroit où doivent être entrepris les travaux est situé dans une vallée entourée de cinq grandes lagunes irriguant cette zone éminemment agraire et destinée également au pâturage. C'est ainsi que Cajamarca est, et a toujours été, le premier producteur de lait et de produits laitiers du pays. Les propagandistes de la multinationale disent qu'avec ces investissements, la région ne fera que s'enrichir davantage.

Sauf que, pour que le projet soit mis en état de produire, Newmont devra littéralement assécher quatre de ces cinq lagunes puisque la nature a eu la « mauvaise idée » de déposer sa précieuse cargaison dans leurs fonds et parce qu'en asséchant les lagunes la multinationale pourrait également les utiliser comme un dépôt naturel des déchets dérivés de ses activités d'extraction et production.

C'est donc rien de moins qu'un crime écologique de grande ampleur qui se prépare, au coût initial de 4.800 millions de dollars, contre une population qui, à 4000 mètres, vivait et labourait paisiblement dans une de plus belles régions du pays. Catastrophe écologique certes puisque, en plus de la perte de ces précieuses sources d'eau et les déboisements associés, toute la région devra servir de déversoir de grands volumes de déchets toxiques (la procédure d'extraction de l'or nécessitant impérativement l'utilisation de cyanure et de mercure)

Voici donc le tribut que la population paysanne, d'origine majoritairement indienne, devra payer à la crise de la mondialisation puisque le métal jaune connaît des cotations record dans la City de Londres ; ce qui ne peut qu'aviver l'appétit de Newmont.

Pourtant les médias péruviens et internationaux osent dire que ces projets ne peuvent que bénéficier à la population. Or le Pérou, vieux pays minier, connaît bien ces « bénéfiques ». Si cette campagne médiatique était vraie, les régions minières du pays, à savoir : Huancavelica, Cerro de Pasco, La Oroya, Apurímac, Moquegua seraient les plus prospères, or, c'est exactement le contraire. Environ 90 % des enfants de la région de La Oroya, connue pour ses complexes métallurgiques, souffrent de maladies broncho-pulmonaires dérivées de l'inhalation de produits toxiques. Dans l'ensemble de ces régions, 70 % de la population vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, presque 80 % d'enfants connaissent la malnutrition chronique et environ 90 % de la population rurale n'ont pas accès aux services d'eau, d'électricité et des services de base. Triste tableau : les énormes cavités et trous laissés par ces activités extractives servent aujourd'hui d'habitats précaires aux anciens miniers et leurs misérables familles.

De leur côté, ces multinationales ne cessent pas d'investir dans de nouveaux scénarios de prédation et dans cette



activité, si rentable, qui est la corruption de politiciens en particulier des parlementaires qui devront décider l'accord final du projet. Le Président Ollanta Humala élu par les forces progressistes et de gauche du pays se trouve donc face à un choix décisif et qui vaut définition politique. Son prédécesseur Alan García, le plus servile des politiciens pro-américains de l'histoire péruvienne avait signé l'accord de concession des réserves d'or avec Newmont quelques heures seulement avant de quitter ses fonctions. Humala avait promis pendant sa campagne de changer radicalement la politique minière du pays dans un sens plus favorable au peuple péruvien. Il se trouve aujourd'hui soumis à d'énormes pressions de l'ambassade des États-Unis et de la finance internationale parce que les enjeux sont énormes. De son côté l'Union européenne, au service des mêmes intérêts reste vigilante au cas où le président péruvien oserait ignorer les accords signés. Le patronat péruvien est aussi en état d'alerte maximum. Patronat dont le secteur minier est la colonne vertébrale. Les cinq plus grandes entreprises du secteur privé du pays en 2011 étaient toutes minières et leur bénéfices ont été de 12 000 millions de dollars ; leur force de pression est donc considérable et semble porter des fruits. Ollanta Humala donne des signes clairs, y compris lors de sa récente visite à Bruxelles, qu'il s'inclinera devant leur puissance.

(*) Ancien secrétaire général de la Centrale syndicale péruvienne et directeur du collectif « Nuestra Bander » (notre drapeau) <http://nuestrabandera.lamula.pe>

Berlin, une réécriture de l'histoire

Freddy Guidé

Voici bientôt vingt-cinq ans que je me rends chaque année à Berlin ou plus exactement à Brandebourg-sur-la-Havel. C'est là que vit mon vieil oncle Rudolf, retraité depuis l'effondrement du mur de Berlin. En République Démocratique d'Allemagne (RDA), mon oncle était à la tête d'une ferme collective où il élevait des cochons. Victime de la réunification de l'Allemagne, il a été relégué à la périphérie de la ville dans une ancienne caserne transformée en logements sociaux. Il perçoit une maigre pension avec laquelle il se débrouille tant bien que mal !

Je ne rate jamais l'occasion de visiter Berlin, ville en perpétuelle mutation. Capitale arrogante qui expose son consumérisme bling-bling dans les grandes avenues tel qu'à Unter den Linden comme pour effacer son passé communiste.

En Allemagne de l'Est, depuis la chute du mur, la réécriture de l'histoire poursuit insensiblement son chemin. Quand on débarque à la gare centrale de la Friedrichstrasse, la où se trouvait le Checkpoint Charlie, on tombe sur une place de Washington ! Quelle ne fut pas notre surprise, mon épouse et moi, lorsqu'en prenant la sortie donnant sur cette nouvelle place nous sommes tombés nez à nez sur une réplique de la statue de la Liberté ! Cette place fut créée et baptisée de la sorte pour commémorer les attentats du 11 septembre 2001. D'ailleurs, le monde entier en fait des tonnes pour en célébrer le dixième anniversaire (un supplément de 10 pages



Musée « Topographie de la Terreur »

dans *Le Soir* du 05-09-11)... À la Postdamer Platz, là où se trouvait le bunker d'Hitler, on a édifié ou plutôt étalé un mémorial de la Shoah dédié aux juifs d'Europe, victimes du nazisme... coût de ce rappel éternel de la faute : 25 millions d'euros. Nous nous sommes promenés dans ce dédale où un gardien distribue des dépliants. Mon tee-shirt, boycott Israël agaçait visiblement ce gardien propagandiste. Nous ne nous sommes pas attardés, préférant la visite du tout nouveau musée « Topographie de la terreur » où de nombreux documents inédits sont exposés face aux cellules de la SS mises à jour par les habitants du quartier...

Entre Brandebourg sur la Havel et Berlin, la Havel étend paresseusement son lit sur une soixantaine de kilomètres et forme des grands lacs bordés de villages endormis. Ces vastes étendues sont propices aux balades à vélo. Adeptes du vélo, nous avons traversé ces paisibles villages. C'est à la sortie de l'un d'eux que nous avons découvert un des nombreux cimetières soviétiques de la

région, laissés à l'abandon, livrés aux ronces et à la folle avoine.

Entre février et mai 1945, ces villages ont été au cœur d'une bataille qui faisait rage entre une Armée rouge triomphante et une Wehrmacht agonisante... L'Armée rouge, dans son avancée vers l'Ouest a perdu 8.000.000 de soldats. Une poignée d'entre eux gisent ici, dans l'indifférence de ces petits cimetières abandonnés. Dans celui que nous avons visité, le plus jeune soldat avait 17 ans et son lieutenant en avait 24.

Dans nos campagnes où d'autres batailles ont eu lieu durant la seconde guerre mondiale, les cimetières militaires où gisent les soldats alliés sont signalés à l'entrée des villages et dans les guides touristiques. Les tombes et les croix sont soigneusement bichonnées et les gazons régulièrement tondus. Ici, en Allemagne de l'Est, on veut oublier ces libérateurs encombrants. Même morts, ceux qui ont abattu la bête immonde, semblent déranger le triomphe de l'ultra libéralisme et de sa pensée unique...

22 juin ? Cette date ne vous dit rien ?

Jean-Marie Chauvier

À l'autre bout de l'Europe, elle fait encore frémir. Aux anciens Soviétiques, aux Russes, Biélorusses, Ukrainiens, anciens Bessarabiens, elle rappelle un événement qui n'a pas fini de traverser les générations dans leur chair et leur mémoire.

Le 22 juin 1941, l'URSS fut envahie par l'Allemagne nazie et, on l'oublie souvent chez nous, toute « l'Europe fasciste », les États alliés de l'Allemagne – Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Croatie, Slovaquie, Finlande – l'Espagne franquiste y déléguant sa « Division Azul » – et les légions, brigades et divisions SS qui allaient déferler de partout, y compris de France et de Belgique. « Deux cent mille participants non allemands au génocide » selon l'historien allemand Dieter Pohl.

Six mois plus tard, fin 1941, selon l'historien allemand Christian Gerlach quelque deux millions de prisonniers soviétiques desarmés avaient été exterminés (par la faim, les fusillades etc.) et quelque 900.000 Juifs par fusillades. Le gazage industriel commençait au printemps-été 1942. C'était IL Y A 71 ans très exactement. Ce n'était que le début du judéocide et autres exterminations et crimes nazis accomplis avec la complicité de troupes et policiers baltes et ukrainiens que l'on célèbre à nouveau comme « héros nationaux » dans leurs pays respectifs. Ce que l'on connaît encore moins, c'est le Plan Général Est (Generalplan Oost) mis au point par les élites scientifiques allemandes, qui prévoyait la colonisation des territoires occupés soviétiques, moyennant dépor-

tation à l'Est (ou extermination) de 50 millions de Soviétiques.

En décembre 1941, la machine nazie fut, pour la première fois, battue aux portes de Moscou, par l'Armée Rouge. Dès ce moment, le doute s'installa à Berlin quant à la certitude de la victoire nazie.

La « Grande guerre patriotique » et la « Victoire sur le fascisme » plus ou moins oubliées en Europe animent toujours en ex-URSS, en Russie - vénération, folklore, mémoires affligées ou disputées, controverses et recherches.

La plus grande partie des 26-27 millions de Soviétiques morts dans cette guerre n'ont pas de sépulture. Nombre de vétérans meurent dans la misère, mais bardés de décorations.

Le « front de l'est » méconnu

Les notes de lecture de Jean-Marie Chauvier

Un livre exceptionnel paraît. Au sens d'exception dans nos éditions francophones ! Un ouvrage fondé pour l'essentiel sur les récentes sources allemandes, quasiment jamais publiées en France. Ces sources apportent une masse de connaissances sur les politiques nazies de colonisation et d'extermination des populations slaves et juives à l'Est, leurs enjeux géostratégiques, leurs conséquences. Loin des histoires romancées ou des réinterprétations idéologiques à la mode : des connaissances !

Une synthèse sans précédent et désormais un incontournable :

CHRISTIAN BAECHLER
GUERRE ET EXTERMINATIONS A L'EST
Hitler et la conquête de l'espace vital
1933-1945
Ed.Tallandier 2012

L'un des aspects de l'extermination nazie les moins connus chez nous, voire les plus méprisés (« Le Soir » m'a refusé une carte blanche sur le sujet en 2005) est le massacre de probablement 3,5 millions de prisonniers de guerre soviétiques, dont deux millions par la faim et les fusillades dans les six premiers mois de l'occupation (1941), les 1,5 restants ayant péri dans les camps d'extermination ou de concentration.

Un ouvrage propose le bilan de ce qui est arrivé aux soldats de l'Armée Rouge, au combat comme en captivité

CATHERINE MERRIDALE
LES GUERRIERS DU FROID
Vie et mort des soldats de l'Armée Rouge
Ed.Fayard 2012



Et à ce propos, j'ai découvert tardivement une émission de TV suisse dont le DVD vient de m'être envoyé par un ami.

C'est l'histoire (par ses derniers témoins) d'une mission de la Croix Rouge suisse sur le Front de l'Est en 1941-42. Théoriquement « neutres » ces 250 médecins et infirmières de la Croix Rouge ont été intégrés à la Wehrmacht et contraints de ne secourir que les combattants allemands. Ce qu'ils disent de leur sort est effrayant. Mais ils ont aussi recueilli des témoignages sur le sort des prisonniers soviétiques, dont ils aperçoivent les trains de condamnés et les monceaux de cadavres le long des voies de chemin de fer. Ces témoignages sur « le génocide des prisonniers de guerre soviétiques et des Juifs » sera, à leur retour, refusé par les autorités suisses qui imposeront aux témoins d'observer le silence.

Pour certains « le secret » reste bien gardé... pour quelles raisons ? On se le demande !

MISSION EN ENFER
DVD 95 min. Frédéric Gonseth Productions co-produit avec TSR

La syrie et l'industrie du mensonge

Vladimir Caller

La pratique de la distorsion des faits, de la manipulation de l'information est, on peut le dire, le plus vieux métier de l'homme. Surtout lorsque cet homme-là est en guerre. Mais cette vieille tradition est en train de connaître un développement qui défie toute prévision par sa généralisation, par sa banalisation même. Fini tout scrupule pour la diffusion d'informations totalement mensongères, de demi-mensonges (souvent les plus efficaces) et tout genre d'arrangements médiatiques dans le but de justifier les aventures d'agression. Le rôle des grands médias et de leurs manipulations est ainsi devenu si important qu'il se profile désormais non seulement comme un mécanisme de soutien aux aventures militaires, de l'OTAN ou d'autres, mais comme un intervenant à part entière ; comme un partenaire en conditions de prendre, toute honte bue, ses « parts du marché » dans le contenu et la pratique même des opérations à venir.

C'est pourquoi, à la différence de certains collègues, je ne crois pas à la participation directe de l'Otan dans le contexte de la crise syrienne. Non pas que cette entité soit devenue moins intéressée à provoquer la chute d'Assad mais tout simplement parce que, dans une grande mesure grâce aux médias, son intervention directe devient chaque fois plus superflue. En effet, pour détrôner le président syrien il suffit d'un côté de continuer à l'affaiblir en utilisant la porosité des frontières du pays et maintenir la pénétration incessante d'armements, mercenaires et de la technologie de guerre occidentale et de l'autre persister dans la production industrielle de mensonges jusqu'à obtenir le consentement, sans réserves, d'une opinion publique qui serait alors disposée à réclamer la guerre à fond et le plus vite possible contre le tyran de Damas « assoiffé de sang et que du sang ».

Et cette configuration de l'opinion dans ses formes les plus grossières ne se limite pas à la presse dite populaire et n'est pas le propre de chroniqueurs de

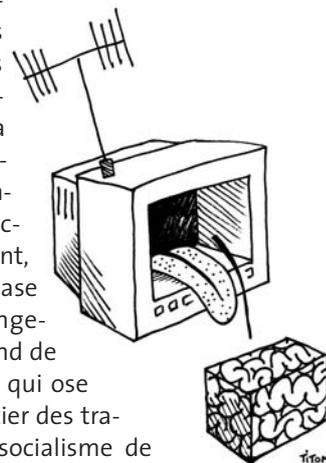
deuxième zone. Le journaliste Bernard Guetta, par exemple, est considéré un des grands spécialistes européens des questions internationales. Collaborateur des principaux quotidiens français il est présent tous les matins à la radio, sur France Inter où, il y a quelques semaines, il informait que des enfants syriens étaient violés devant leurs pères dans les prisons syriennes. « Information » dépourvue de la moindre preuve, bien entendu. Plus récemment il « informe » que l'avion turc abattu par les forces syriennes se trouvait dans l'espace international sans la moindre mention qu'il eut pu entrer dans le ciel syrien ; fait que les propres autorités turques ont reconnu officiellement. Et que même le Pentagone reconnaît, selon le Wall Street Journal, que l'avion turc fut abattu dans le ciel syrien !¹ Donc, plus turc que les turcs et plus « pentagoniste » que le pentagone ce grand « spécialiste » en questions internationales.

Par ailleurs, le réseau Voltaire fait état de préparatifs d'une grande opération médiatique avec participation des services d'intelligence américains, européens et des pays du golfe et dans laquelle «...des studios ont été aménagés durant les dernières semaines en Arabie saoudite pour reconstituer les deux palais présidentiels syriens et les principales places de Damas, Alep et Homs. ». Cette construction des scénarios, digne de Hollywood ou Cinecittà, sera accompagnée d'un montage savant des massacres épouvantables, des scènes de panique avec fuite des autorités et sera servi à tous les foyers de Syrie et d'ailleurs en vue d'obtenir la résignation) de la population envers le changement de régime². C'est donc ainsi que le « monde libre » bâtit avec ses « valeurs » le triomphe des « démocraties ».

Face à ces nouvelles données qui configureront le format qu'aura l'avenir, nous avons l'impression de nous trouver face à une gauche soit absente ou confuse soit carrément complice. Dans ce dernier cas, la politique de la France, sous la direction de François Hollande, me sem-

ble encore plus indigne que celle de Sarkozy dans la mesure où ce dernier a toujours représenté les courants les plus atlantistes de la scène européenne, tandis que l'actuel président, élu sur la base d'un changement profond de politique et qui ose se dire héritier des traditions du socialisme de Jaurès, se révèle être un excellent propagandiste des solutions les plus guerrières. Son ministre des affaires étrangères Fabius allant même plus loin que les généraux de l'OTAN dans le soutien aux ingérences.

Cela dit, le tableau n'est pas, hélas, bien plus clair dans la gauche dite 'radicale' ou de 'gauche de gauche'. Trop influencée par les positions hégémoniques de l'idéologie « droitdel'hommiste », il lui arrive souvent de perdre ses repères et de tomber dans des attitudes de critique violente, certes justifiables a priori, envers des dictateurs en place mais en perdant de vue que les enjeux sont ailleurs. Ce faisant, ils pèchent par un certain eurocentrisme, quelque peu arrogant, qui leur fait oublier les contextes historiques et les niveaux de développement de ces pays. C'est ainsi qu'en se concentrant sur la condamnation de ces dictateurs, ils oublient de regarder le comportement bien plus barbare de ces donneurs de leçons, dits pays « civilisés ». Parce qu'il ne s'agit pas, bien entendu, de glorifier Saddam, Kadhafi ou Assad mais de résister à l'agression lâche et mensongère que l'Occident orchestre contre leurs pays sur la base d'une interminable imposture.



1. The Wall Street Journal, June 30, 2012 : Doubts Cast on Turkey's Story of Jet.
2. <http://www.voltairenet.org/L-OTAN-prepare-une-vaste-operation>

« Seules les banques sortent victorieuses du sommet européen »

(Communiqué du PGE)



nom de la solidarité avec l'Italie et l'Espagne ne sont que des mesures de socialisation massive des pertes. S'ajoutent la perte de la souveraineté des peuples et le recul de la démocratie parlementaire.

La vérité est la suivante : les négociations dans l'UE libérale se jouent à 27, mais c'est toujours les banques qui gagnent. Nous appelons toutes les femmes et les hommes de gauche, tous les élus qui sont dans les parlements, à se mobiliser pour empêcher la ratification de ce pacte funeste dans nos pays.

Seule une refondation de l'UE peut permettre une sortie de crise. Nous le répéterons tant qu'il faudra : l'austérité amène la récession. Il ne peut

avoir de croissance dans ce cadre.

Nous proposons une alternative :

- une solution européenne pour les insoutenables dettes publiques existantes, qui prévoient une réduction importante de leur volume,
- changer le rôle et les missions de la BCE pour encourager la création d'emplois et la formation, pas les spéculateurs,
- créer une nouvelle institution : une banque publique européenne, financée par la BCE et la taxation des transactions financières, dont les fonds serviraient exclusivement à favoriser l'investissement public dans les services publics et le développement industriel durable,
- harmoniser par le haut les droits des travailleurs et tous les droits sociaux.

Parti de la Gauche européenne, (PGE)
Pierre Laurent, Président

Les larmes royales...

Pour les soixante ans de règne d'Elisabeth, le gouvernement britannique devait lui offrir un yacht, une bricole de 70 millions d'euros. Et puis la proposition a fait long feu, un vice premier ministre laissant entendre que ce cadeau « n'était probablement pas en tête de la liste des priorités des gens du pays en ces temps de pénurie ». Faut dire que les yachts, la Reine, elle aime. Quand on a désarmé son précédent bateau, « c'est la seule fois où l'on a pu voir sa majesté écraser une larme », selon le correspondant à Londres du *Figaro*. Une larme en 60 ans, et pour un rafiote, quel caractère !

Gerard Streif, *L'Humanité* 27.5.2012

...et celles du banquier voyou

Tout semble indiquer qu'à son côté, Bernard Madoff (en prison pour 150 ans) n'a été qu'un petit apprenti. Cette fois, il s'agit de Bob Diamond le patron de la banque anglaise Barclays, la deuxième en importance au Royaume-Uni. Cette banque a été condamnée le 28 juin à payer 450 millions de dollars d'amende pour avoir manipulé le LIBOR (*London interbank offered rate*), c'est-à-dire le marché où se décident les taux d'intérêt sur le marché interbancaire, (là où les banques se prêtent de l'argent entre elles en tout sorte de devises) ainsi que l'Euribor (même marché avec le même objectif mais où elles se prêtent en euros). Barclays a payé sans tarder, et on la comprend.

Cet empressement à payer semble s'expliquer parce que le fraude en question ne se limiterait pas aux opérations de Barclays mais pourrait impliquer d'autres grands noms de la finance mondiale dont Bank of America, Citigroup, UBS, Credit Suisse, Deutsche Bank, HSBC, JPMorgan Chase, Royal Bank of Scotland. Pour donner une idée de l'enjeu, on estime que le Libor sert de référence au prix d'environ 10.000 milliards de dollars de prêts et 350.000 milliards de dollars de produits dérivés ! Les bénéfices tirés par les organisateurs de ces fraudes n'ont pas encore été établis mais ils sont à la mesure de leur forfaiture.

Quant à Bob Diamond, banquier étoilé qui avait gagné (honnêtement...) la modique somme de 120 millions d'euros en rémunérations diverses, il avait fait sensation en déclarant il y a quelques mois que « le temps des remords et des excuses pour les banquiers (était) révolu ».

Les chefs d'État de nos pays reviennent du sommet européen en déclarant bien fort qu'ils ont arraché des victoires pour leurs peuples, des inflexions de la part de la Chancelière Merkel, de Mario Draghi ou de Jean-Claude Juncker. Ils auraient, pour la 19ème fois depuis le début de la crise, « sauvé l'Europe ». François Hollande déclare même que l'Europe est « réorientée » dans le bon sens.

C'est de la publicité mensongère.

Le projet de pacte budgétaire sort intact de ce qui devait être une « renégociation » et le volet croissance de François Hollande n'a aucune valeur juridique. Qu'elles soient directes ou indirectes, financées par le MES ou non, toutes les soi-disantes « aides financières » seront une nouvelle fois payées par les citoyens européens, via les coupes budgétaires et les attaques aux droits des travailleurs. Toutes les dispositions adoptées au

Lettre de Philippe Torreton à Jean Ferrat

Jean,

J'aimerais te laisser tranquille, au repos dans cette terre choisie. J'aurais aimé que ta voix chaude ne serve maintenant qu'à faire éclore les jeunes pousses plus tôt au printemps, la preuve, j'étais à Entraigues il n'y a pas si longtemps et je n'ai pas souhaité faire le pèlerinage. Le repos c'est sacré !

Pardon te t'emmerder, mais l'heure est grave, Jean. Je ne sais pas si là où tu es tu ne reçois que le Figaro comme dans les hôtels qui ne connaissent pas le débat d'idées, je ne sais pas si tu vois tout, de là haut, ou si tu n'as que les titres d'une presse vendue aux argentiers proche du pouvoir pour te tenir au parfum, mais l'heure est grave !

Jean, écoute-moi, écoute-nous, écoute cette France que tu as si bien chantée, écoute-la craquer, écoute-la gémir, cette France qui travaille dur et rentre crevée le soir, celle qui paye et répare sans cesse les erreurs des puissants par son sang et ses petites économies, celle qui meurt au travail, qui s'abîme les poumons, celle qui se blesse, qui subit les méthodes de management, celle qui s'immole devant ses collègues de bureau, celle qui se shoote aux psychotropes, celle à qui on demande sans cesse de faire des efforts alors que ses nerfs sont déjà élimés comme une maigre ficelle, celle qui se fait virer à coups de charters, celle que l'on traque comme d'autres en d'autres temps que tu as chantés, celle qu'on fait circuler à coups de circulaires, celle de ces étudiants affamés ou prostitués, celle de ceux-là qui savent déjà que le meilleur n'est pas pour eux, celle à qui on demande plusieurs fois par jour ses papiers, celle de ces vieux pauvres alors que leurs corps témoignent encore du labeur, celles de ces réfugiés dans leurs propre pays qui vivent dehors et à qui l'on demande par grand froid de ne pas sortir de chez eux, de cette France qui a mal aux dents, qui se réinvente le scorbut et la rougeole, cette France de bigleux trop pauvres pour changer de lunettes, cette France qui pleure quand le ticket de métro augmente, celle qui par manque de superflu arrête l'essentiel...

Jean, rechante quelque chose je t'en prie, toi, qui en voulais à D'Ormesson de déclarer, déjà dans le Figaro, qu'un air de liberté flottait sur Saïgon, entends-tu dans cette campagne mugir ce sinistre Guéant qui ose déclarer que toutes les civilisations ne se valent pas ? Qui pourrait le chanter maintenant ? Pas le rock français qui s'est vendu à la Première dame de France. Écris nous quelque chose à la gloire de Serge Letchimy qui a osé dire devant le peuple français à quelle famille de pensée appartenait Guéant et tous ceux qui le soutiennent !

Jean, l'Huma ne se vend plus aux bouches des métro, c'est Bolloré qui a remporté le marché avec ses gratuits. Maintenant, pour avoir l'info juste, on fait comme les poilus de 14/18 qui ne croyaient plus la propagande, il faut remonter aux sources soi-même, il nous faut fouiller dans les blogs... Tu l'aurais chanté même chez Drucker cette presse insipide, ces journalistes fantoches qui se font mandater par l'Élysée pour avoir l'honneur de poser des questions préparées au Président, tu leurs aurais trouvé des rimes sévères et grivoises avec vendu...

Jean, l'argent est sale, toujours, tu le sais, il est taché entre autre du sang de ces ingénieurs français. La justice avance péniblement grâce au courage de quelques uns, et l'on ose donner des leçons de civilisation au monde...

Jean, l'Allemagne n'est plus qu'à un euro de l'heure du STO, et le chômeur est visé, insulté, soupçonné. La Hongrie retourne en arrière ses voiles noires gonflées par l'haleine fétide des renvois populistes de cette droite « décomplexée ».

Jean, les montagnes saignent, son or blanc dégouline en torrents de boue, l'homme meurt de sa fiente carbonée et irradiée, le poulet n'est plus aux hormones mais aux antibiotiques et nourri au maïs transgénique. Et les écologistes n'en finissent tellement pas de ne pas savoir faire de la politique. Le paysan est mort et ce n'est pas les numéros de cirque du Salon de l'Agriculture qui vont nous prouver le contraire.

Les cowboys aussi faisaient tourner les derniers indiens dans les cirques. Le paysan est un employé de maison chargé de refaire les jardins de l'industrie agroalimentaire. On lui dit de couper il coupe, on lui dit de tuer son cheptel il le tue, on lui dit de s'endetter il s'endette, on lui dit de pulvériser il pulvérise, on lui dit de voter à droite il vote à droite... Finies les jacqueries !

Jean, la Commune n'en finit pas de se faire massacrer chaque jour qui passe. Quand chanterons-nous "le Temps des Cerises" ? Elle voulait le peuple instruit, ici et maintenant on le veut soumis, corvéable, vilipendé quand il perd son emploi, bafoué quand il veut prendre sa retraite, carencé quand il tombe malade... Ici on massacre l'École laïque, on lui préfère le curé, on cherche l'excellence comme on chercherait des pépites de hasards, on traque la délinquance dès la petite enfance mais on se moque du savoir et de la culture partagés...

Jean, je te quitte, pardon de t'avoir dérangé, mais mon pays se perd et comme toi j'aime cette France, je l'aime ruisselante de rage et de fatigue, j'aime sa voix rauque de trop de luttes, je l'aime intransigeante, exigeante, je l'aime quand elle prend la rue ou les armes, quand elle se rend compte de son exploitation, quand elle sent la vérité comme on sent la sueur, quand elle passe les Pyrénées pour soutenir son frère ibérique, quand elle donne d'elle-même pour le plus pauvre qu'elle, quand elle s'appelle en 54 par temps d'hiver ou en 40 à l'approche de l'été. Je l'aime quand elle devient universelle, quand elle bouge avant tout le monde sans savoir si les autres suivront, quand elle ne se compare qu'à elle-même et puise sa morale et ses valeurs dans le sacrifice de ses morts...

Jean, je voudrais tellement t'annoncer de bonnes nouvelles au mois de mai...

Je t'embrasse.
Philippe Torreton

19 février 2012

<http://phillipptorreton.wordpress.com/2012/02/19/jean/>

« Les Paradis fiscaux ».

L'ouvrage « big bang » du journaliste Nicholas Shaxson traduit en français

José Vanderveeren

Les Paradis fiscaux. Enquête sur les ravages de la finance néolibérale est le titre de l'ouvrage élaboré par le journaliste financier britannique de réputation internationale Nicholas Shaxson qui écrit régulièrement pour le *Financial Times* et *The Economist*. Le livre, qui a été traduit en français par Emmanuel Fourmont, vient d'être publié chez André Versaille.

L'ouvrage, accessible à tous, évoque et analyse d'une manière pointue les « raisons cachées de la crise mondiale » et dévoile les mécanismes qui régissent le système des paradis fiscaux et cela en mettant à nu les abus et la corruption qui s'intègrent dans ce système « qui finit par compromettre sérieusement nos démocraties ».

L'auteur nous invite à mener une véritable révolution copernicienne. En effet, il nous rappelle que les paradis fiscaux ne se situent pas à la périphérie de l'économie mondiale mais en sont, en fait, le centre de gravité. Bien plus, les principaux paradis fiscaux ne pas « planqués » dans des îles exotiques des Caraïbes mais se retrouvent plutôt en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Par ailleurs, ce ne sont pas les trafiquants de drogue, les terroristes, la mafia, voire la « jet set » qui bénéficient le plus de la manne que procure l'évasion fiscale mais bien les multinationales et... les banques elles-mêmes.

L'auteur va bien plus loin encore en constatant que l'endettement des pays pauvres, la mise à mort de l'État-providence dans les pays riches et, en fin de compte, la crise financière mondiale sont intimement liés à l'obscur système « offshore ».

Et l'auteur d'ajouter : « Les paradis fiscaux sont un facteur déterminant de la façon dont le pouvoir politique et économique fonctionne dans le monde aujourd'hui. Ils permettent aux personnes, aux entreprises et aux pays les plus riches de conserver leurs privilèges, sans qu'il y ait pour cela une bonne raison. Les paradis fiscaux sont le théâtre où les millionnaires affrontent les pauvres, les multinationales les citoyens, les oligarchies les démocraties : à chaque fois, le plus riche l'emporte ».

Et plus loin : « Le secret bancaire, les allègements fiscaux et tous les services que proposent, par exemple, le Luxembourg ou les îles Vierges britanniques, ne sont pas destinés à satisfaire leur population mais à attirer des capitaux étrangers, d'où qu'ils viennent. Les gens affectés par

ces lois, à l'étranger, sont toujours coupés des gens qui les prennent. Il n'y a jamais de consultation démocratique quand ces lois sont adoptées. Ce sont des lois conçues par les initiés, pour les initiés, hors de toute procédure démocratique. De véritables machines législatives clandestines à usage privé. Par définition, les paradis fiscaux sont quasiment des cabinets secrets. Lorsque l'on a compris cela, on a compris l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur l'économie du monde contemporain ».



« Quelques heureux nettoieront leurs bottines dans le champagne tandis que le reste de la société luttera pour survivre. Nous pouvons et devons faire en sorte que ce futur n'advienne pas », conclut avec gravité Nicholas Shaxson.

Les Paradis fiscaux. Enquête sur les ravages de la finance néolibérale de Nicholas Shaxson, publié, dans la collection « Actualité », aux éditions André Versaille, comprend 448 pages et est proposé au prix de 19,90 euros. Informations : www.andreversailleediteur.com.

suite de la page 1

Dans cet exercice, et sur le plan européen, les conclusions du sommet de Bruxelles du 29 juin ne font que confirmer l'orientation chaque fois plus claire des politiques de l'Union européenne au service de la finance mondiale. Les mesures présentées comme étant en faveur de l'Espagne et l'Italie ne sont en réalité que des opérations de sauvetage des banques privées de ces pays dans lesquelles les investissements des banques allemandes risquaient des pertes conséquentes. Ce ne sont, en fait, que des « mesures de socialisation massive des

pertes auxquelles s'ajoutent la perte de la souveraineté des peuples et le recul de la démocratie parlementaire » comme le dit le communiqué du PGE (cf. page 16).

C'est dans la même logique de dissolution des attributs des nations qui s'inscrivent les décisions tendant vers des « banques uniques » ou des « budgets fédérés ». Ce sera désormais à la Commission de Bruxelles qu'il reviendra de décider de l'utilisation ou non des deniers des États, c'est-à-dire des contribuables et ce en fonction, bien entendu, de leurs philosophies néo-libérales. Manière d'en finir avec toute tentative

de garder un contenu social aux budgets nationaux.

Offensive réactionnaire donc qui se prépare également en Belgique lorsque nous voyons que la Banque Nationale sort une étude destinée à fragiliser l'actuel système d'indexation des salaires alors que, très péniblement, l'accord de gouvernement avait décidé de garantir son maintien. Il s'agit de toute évidence d'une manœuvre destinée à réviser, puis à éliminer, ici aussi, cet acquis historique des travailleurs.

Vladimir Caller

Le foot, le cirque, la dignité

Vladimir Caller

Des milliards d'euros d'investissements bien rentables autour de la coupe du foot ; les média unanimes pour fabriquer un cirque planétaire qui fasse rêver une population par ailleurs violemment agressée par ceux-là mêmes qui tirent profit de ces campagnes médiatiques. Des dirigeants comme Mario Monti et Rajoy, qui n'ont probablement pas touché un ballon dans leur vie, ne ratent pas, bien entendu, l'occasion de se montrer à la finale Italie-Espagne ; manière de faire oublier les méfaits de leur cure d'austérité dans leurs pays. De joueurs vedette, souvent d'origine modeste et rémunérés à plus de 100.000 euros (en plus de leurs salaires) s'ils arrivent aux quarts de finale de la compétition. Voilà ce qui est devenu ce beau sport dans un monde où l'industrie de la distraction est devenue un des piliers majeurs dans la préservation de l'ordre social.

Mais il y a, il y a eu, et espérons-le, il y aura toujours des gestes simples de dignité et de courage dans la pratique de ce sport et dont la connotation poli-

tique est évidente. Songeons à ces joueurs français d'origine algérienne quittant l'équipe de France et leurs équipes professionnelles pour constituer l'équipe clandestine du Front libération national d'Algérie quelques années avant l'indépendance de ce pays. Songeons à Johann Cruyff qui se refuse à serrer la main du Général Videla alors président dictateur de l'Argentine (et aujourd'hui en prison) lors du mondial de 1978 dans ce pays ; geste qui provoqua un incident diplomatique. Songeons au grand joueur chilien Carlos Caszely qui ayant eu le même geste envers Pinochet, doit s'exiler et quitter le pays tandis que sa mère était arrêtée et torturée par les nervis du régime.

Souvenons-nous aussi de cet après midi du 21 novembre de 1973 au Stade national de Chili lorsque la sélection de ce pays bat 1-0 la sélection de l'Union soviétique dans un match dont la grande presse avait alors très peu parlé et continue à ne pas en parler aujourd'hui ; et on la comprend. Ce fut pourtant un match unique dans l'histoire du ballon rond puisqu'on a vu,



après le sifflet de l'arbitre ouvrant le match, l'avant centre chilien faire une passe à son ailier droite qui le retourne et ainsi de suite jusqu'au filet du but de l'adversaire. Ce fut ainsi, dans un « match » qui n'a duré que 2 minutes 20 secondes, que le Chili s'est classifié pour le mondial de 1974. Il se fait qu'en face il n'y avait pas d'attaquants, ni défenseurs, ni même le goal ; l'URSS avait tout simplement refusé de se présenter dans un stade qui était devenu le camp de concentration de la dictature de Pinochet et qui s'était vidé de ses victimes le temps de la « rencontre ».

Saintes euro-nitouches

Georges Berghezan

Malgré les appels enflammés au boycott de son propre gouvernement, le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a finalement assisté à la victoire de son pays en finale de l'Euro à Kiev. Son homologue italien, Mario Monti, dont le gouvernement avait été un peu plus prudent, ne s'est pas gêné pour l'imiter, bien que ses ex-collègues de la Commission européenne aient été premiers à emboîter le pas aux appels des Merkel, Cameron et Hollande à marquer du sceau infamant de leur absentéisme la partie ukrainienne de la compétition-phare du football européen. Mais, entre les « bonnes résolutions » et la tentative d'être aperçu par des centaines de millions d'amateurs de foot télévisé, le choix de Rajoy et Monti a été vite fait.

Rappelons que l'indignation des dirigeants européens, belges compris, envers la tenue de la grand-messe footballistique sur le sol ukrainien était motivée par les mauvais traitements qui seraient infligés à Yulia Tymoshenko, ex-Première ministre, condamnée en 2011 à sept ans de prison pour corruption lors de la négociation d'accords gaziers avec la Russie. Décrite par certains comme une « prisonnière d'opinion », la belle Yulia vient d'être, en plus, accusée de complicité dans le meurtre, en 1996, de Yevhen Shcherban, un riche homme d'affaires et dirigeant du Parti libéral ukrainien. L'instigateur de ce crime ne serait autre que Pavlo Lazarenko, un autre ex-Premier ministre, également recherché par la justice de son pays pour avoir volé la bagatelle de

200 millions de dollars à l'État ukrainien. Dans sa fuite, il a finalement été arrêté aux États-Unis, où il est en train de purger une peine de neuf ans de prison pour fraude, extorsion et blanchiment d'argent.

Les deux affaires sont donc intimement liées : Tymoshenko et Lazarenko sont accusés d'être complices du même crime et ont été condamnés, l'une en Ukraine, l'autre aux États-Unis, pour s'être enrichis à coups de pots-de-vin et de procédés frauduleux alors qu'ils étaient à la tête de leur gouvernement.

On se demande dès lors candidement ce qu'attend le gratin de la classe politique européenne pour exiger la libération de ce pauvre corrompu et présumé assassin de Lazarenko en menaçant les États-Unis d'être mis au ban des nations s'ils ne s'exécutent pas illico.

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Journal du Parti Communiste



Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

tél. : 0495 93 91 75
02 537 66 81

Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 €
Abonnement de grand soutien: 50 €

Chômeurs, étudiants: 8 €
Banque ING: IBAN BE 46 310-1877676-36

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Nico Cué – pp. 2-5

BELGIQUE

Élections communales et provinciales
Nathalie Rozza • p. 6

500 000 pauvres de plus en Belgique ?
Pierre Mortelette • p. 7

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La crise grecque et la gauche radicale
Entretien avec Denis Hannay • p. 8

*Syrie : révoltes, souveraineté,
agression extérieure*
Bruno Drweski • pp. 9-10

Au Pérou : la bataille de l'eau
Gustavo Espinoza M. • p. 12

LA CRISE

*Nous avons sauvé les gens plutôt
que les banques*
interview de Roberto Lavagna • p. 11

RÉCIT

Berlin, une réécriture de l'histoire
Freddy Guidé • p. 13

HISTOIRE

22 juin, ça ne vous dit rien ?
Jean- Marie Chauvier • p. 14

DÉBAT

La Syrie et l'industrie du mensonge
Vladimir Caller • p. 15

TÉMOIGNAGE

Lettre de Philippe Torrenton à Jean Ferrat • p. 17

LECTURES

Le Front de l'Est méconnu • p. 14
Les paradis fiscaux • p. 18

FOOT ET POLITIQUE

Le foot, le cirque, la dignité – Vladimir Caller
Saintes euro-nitouches – Georges Berghezan
p. 19